

P8 - Des échecs en rafale  
P9 - Faites ce que je dis, pas...  
P10 - Revendez vos cadeaux  
P11 - Prix Pinochio 2013

P2 - De Moscou à Sotchi  
P3 - Remodeler le monde  
P6 - Publicité : l'oppression d'un faux bonheur  
P7 - Votre euroscope 2014

## Avec tous nos vœux d'austérité

Avec la nouvelle année commence un nouveau budget pour chacun des Etats-membres de l'Union Européenne, traduisant les priorités politiques. Si la dérive droitiste est généralisée, certains pays sont plus particulièrement touchés : pour les Etats sous surveillance de la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international), la cure d'austérité libérale se poursuit, avec les mêmes conséquences prévisibles qu'en 2013.



AVEC TOUS NOS MEILLEURS VŒUX  
D'AUSTÉRITÉ

Les recettes néolibérales imposées par la Troïka restent les mêmes. La réduction des dépenses publiques s'impose, avec par exemple 3,9 milliards en moins (2,5 % du PIB) au Portugal. Les victimes sont les retraités (10 % de baisse des pensions au Portugal), les fonctionnaires (14.000 licenciements prévus en Grèce ; 2,5 à 10 % de baisse de salaire au Portugal), et les usagers des services publics : tandis que la Grèce ferme des écoles et des uni-

versités, la Grèce ferme des écoles et des uni-

Suite page 5

## L'idée qui vaut 360 milliards

Depuis le 1er janvier, *Le Figaro*<sup>1</sup> ou *Les Echos*<sup>2</sup> fêtent les vœux de François Hollande. Son discours du 31 décembre a en effet montré la continuité des convictions économiques de cette présidence de moins en moins socialiste. Pour le Président, la crise s'est « *révélée plus longue et plus profonde que nous l'avions nous-mêmes prévu* » et il n'y a qu'une solution : « *réduire*

la dépense publique ». Or il existe de nombreuses solutions qu'un gouvernement socialiste, majoritaire à l'Assemblée Nationale, au Sénat et dans la plupart des collectivités, pourraient facilement mettre en œuvre. Ainsi l'association ATTAC affirme que 360 milliards sont disponibles par an.

Suite page 4



## De Moscou à Sotchi

En 1980, rappelez-vous, le monde vivait encore à l'heure de la guerre froide et l'URSS venait d'envahir l'Afghanistan (à la demande des dirigeants communistes afghans) et les Etats-Unis appelaient au boycott des JO de Moscou au nom de la liberté d'un peuple dont ils ignoraient jusqu'à l'existence 15 jours avant... bref la routine de ces années là !

Bond (pas James) en avant dans le temps... 2014, la Russie organise les JO à Sotchi mais cette fois personne ne parle de boycott... bien que la Russie de Poutine, comme feu l'URSS, ne respecte pas vraiment les Droits de l'Homme, pratique les assassinats politiques et les massacres caucasiens, connaisse toujours les camps de travail et une justice expéditive aux ordres du pouvoir... sans oublier les accointances avec Bachar El Assad (par exemple).

### Pourquoi ce changement ?

La Russie de Poutine est beaucoup plus fréquentable que l'URSS car la Russie fournit du gaz aux Européens, fait partie du G8 comme du G20... donc la Russie peut organiser des jeux et les occidentaux peuvent s'y rendre sans risque... ce n'est pas Anna Politkovskaïa<sup>1</sup> qui écrira un article sur la question !

### Jmj

1 - Journaliste russe 1958-2006 militante des droits de l'homme, elle couvre en particulier la sale guerre de Tchétchénie d'une façon spécialement critique contre le pouvoir russe et Vladimir Poutine... elle meurt assassinée... aucun responsable n'a encore été jugé.

---

## L'Olympisme : « la joie dans l'effort »

Les jeux de Sotchi ont déjà permis de battre un record : celui de la facture la plus lourde de l'histoire des Jeux avec 36 milliards d'euros dépensés (cinq fois plus que le budget initialement annoncé). En 2010, les Jeux de Vancouver avaient coûté 1,4 milliard d'euros.

On peut positiver en se disant que ces lourds investissements ont créé un peu d'emplois dans la région... Il y a eu en effet jusqu'à 60 000 ouvriers simultanément sur le site. Mais des ONG comme Amnesty International ont dénoncé l'exploitation de ces travailleurs, souvent venus d'Arménie ou d'Asie centrale, travaillant 12 heures par jour et payés en moyenne 1,5 euro de l'heure... quand ils étaient payés. Certains n'avaient pas de contrat de travail, d'autres se sont vus confisquer leur passeport... Sans parler des conditions de sécurité déplorables.

### Magali

1 - Extrait de l'article 1 de la Charte Olympique



# Remodeler le monde

Du 22 au 25 janvier, les décideurs de ce monde (plus de 1500 chefs d'entreprises et une quarantaine de chefs d'Etat) se sont réunis à Davos comme chaque année pour refaire le monde (mais toujours le même) autour d'un café. D'ailleurs cette année, le traditionnel repas de famille politico-financier avait pour thème « remodeler le monde ». Non non, pas le changer, mais le « remodeler »... C'est-à-dire modifier un peu sa forme, faire un lifting, pour le rendre un peu plus esthétique. Surtout ne pas s'attaquer aux causes profondes du caractère défectueux d'un système pourtant à bout de souffle.

## A Davos, comme un regain d'optimisme...

Ce qui semble ressortir des échanges est un certain « regain d'optimisme » des dirigeants de cette planète, lié à la reprise de la croissance dans certains pays. Le banquier central du Japon l'a résumé de cette manière : « *Nous pouvons être prudemment*



*optimistes pour la perspective économique mondiale* ». Le dérèglement climatique s'accélère, les ressources naturelles s'épuisent et les inégalités mondiales s'aggravent... Mais Davos retrouve le sourire. Un rapport de l'organisation non gouvernementale Oxfam publié le 20 janvier indique que « *Les richesses du monde sont divisées en deux : près de la moitié est entre les mains des 1 % les plus riches, tandis que 99 % de la population mondiale*

*se partagent l'autre moitié* ». La moitié de la population mondiale possède l'équivalent de la richesse détenue par les 85 personnes les plus riches du monde.

A l'heure actuelle, pour trouver une source d'optimisme dans un spasme de croissance, il faut soit faire partie des 1% les plus riches de cette planète (c'est en effet le cas d'une grande majorité des participants de Davos), soit refuser de comprendre que la religion de la croissance est l'une des sources du problème, et non la solution (c'est manifestement aussi le cas d'une grande majorité des participants de Davos). Il a pourtant été prouvé depuis les années 70 que la croissance du PIB et l'empreinte écologique (consommation de ressources, dérèglement climatique) étaient intimement liées, tout comme il a été démontré qu'au-delà d'un certain revenu par habitant, le niveau de bien-être d'une population n'augmentait que de façon marginale. La question ne devrait donc plus être : « combien de points de PIB en plus l'année prochaine ? », mais « comment refondre le système économique mondial pour qu'il s'intègre dans les limites environnementales de la planète tout en permettant une meilleure redistribution des richesses ? ». Même le rapport sur les risques mondiaux publié dans le cadre de ce forum de Davos reconnaît que les risques économiques, sociaux, écologiques, géopolitiques, sont interconnectés et susceptibles de déclencher à court ou moyen terme un

« choc systémique ».

Et pour faire face à ce « choc systémique », les dirigeants se réunissent autour de la machine à café pour parler « remodelage »... Voilà qui rend très optimiste.

Magali



## L'idée qui vaut 360 milliards (Suite de la page Une)

200 milliards d'euros pourraient être récupérés dans la poche des spéculateurs (à l'échelle de l'Europe)

La taxation des transactions financières (TTF) permet de décourager la spéculation et de réduire le pouvoir de la finance. 11 pays membres de l'Union européenne, dont la France, se sont déclarés prêts à coopérer pour instaurer une TTF. La Commission européenne a élaboré une directive qui va dans le bon sens. Mais, sous la pression des lobbys financiers, le gouvernement français la juge maintenant « excessive » et veut reculer.

### Il y a 100 milliards de surcoût du capital dans la poche des actionnaires et des créanciers.

Chaque année, les entreprises non financières versent 130 milliards d'euros, sous forme de dividendes, aux actionnaires et d'intérêts aux prêteurs. Selon une étude de l'Université Lille 1<sup>3</sup>, une partie des dividendes peut se justifier au titre du risque économique pris et une partie des intérêts paie légitimement les coûts de fonctionnement des banques. Mais 100 milliards d'euros sont versés chaque année par les entreprises aux prêteurs et actionnaires sans aucune justification économique. Ce montant représente le surcoût du capital : une rente parasitaire qui accroît de plus de 50 % le coût du capital. D'autant que les dividendes versés aux actionnaires le sont au dépend de l'emploi.

Au lieu de s'entêter sur le coût du travail, il serait beaucoup plus juste et efficace de réduire le surcoût du capital pour relancer notre économie. Pour cela, il faut domesti-

1 - « Les vœux de François Hollande en forme de coming out social-libéral », Le Figaro du 7 janvier.

2 - « Que les vœux de François Hollande soient exaucés ! » Les Echos du 8 janvier. Les Echos est le quotidien de la finance et des entreprises qui affirme dans cet éditorial que « La nouvelle ligne économique défendue par le président est une bonne nouvelle. »

3 - L'étude d'économistes de l'Université Lille 1 - [attac.org/l/d](http://attac.org/l/d)



quer les marchés financiers et s'attaquer au pouvoir des actionnaires dans les entreprises. Il est possible de mettre en place une fiscalité qui favorise le réinvestissement des profits en frappant beaucoup plus fortement les dividendes distribués aux actionnaires. Pour avoir une véritable révolution des pratiques des entreprises, pourquoi ne pas donner un pouvoir décisionnaire aux comités d'entreprise ou favoriser le développement de la finance solidaire.

### 60 milliards sont soustraits chaque année en France par les fraudeurs.

Combien faudra-t-il d'affaires Cahuzac, Offshoreleaks, Guéant... pour que le gouvernement prenne des mesures à la hauteur des enjeux ? Il serait possible de combattre cette fraude en embauchant un millier d'agents de contrôle fiscal supplémentaires et en exigeant des banques qu'elles communiquent l'identité de tous les ressortissants français détenteurs de comptes à l'étranger. Bien entendu, il faudrait enfin établir une liste crédible des paradis fiscaux et obliger les banques opérant en France à fermer leurs filiales dans ces territoires, sous menace de retrait de leur licence bancaire.

360 milliards par an ! Quand on sait que « le trou » de la sécu est inférieur à 15 milliards, que le déficit annuel de la France est inférieur à 100 milliards, on a du mal à accepter de serrer la ceinture aux ministères de la Culture, de la Santé ou de l'Education. La

Suite page 5



## Avec tous nos vœux d'austérité (Suite de la page Une)

versités, l'Irlande réduit le nombre de bénéficiaires de la gratuité des médicaments et l'Espagne coupe dans les budgets de l'éducation, de la santé et des services sociaux. D'autres dégradations des services publics s'annoncent : le Portugal a vendu 70 % de sa poste et s'apprête à privatiser l'eau ; Chypre prévoit de privatiser les télécoms, l'électricité et les ports avant juin 2016. Enfin, comme il serait inconvenant de se tourner les pouces en temps de crise, l'Espagne a repoussé l'âge de la retraite et le Portugal a allongé la durée hebdomadaire de travail de 35 à 40 heures. Le zèle anti-social de la Troïka est tel que même le patronat portugais a refusé la suggestion troïkienne de baisser le salaire minimum. Le Gattaz local a compris que les salariés ne sont pas seulement des coûts, mais aussi des consommateurs, dont dépend la santé des entreprises.

Et il a bien compris, car l'austérité a réduit la demande intérieure portugaise de 1,5 % et l'investissement de 3,3 %, entre septembre 2012 et septembre 2013. Partout, le chômage explose : en Irlande, il a triplé depuis le début de la crise ; en Grèce, on compte aujourd'hui 27 % de chômeurs dans la population active. Alors que les politiques d'austérité étaient censées assainir la situation financière des Etats, la dette publique irlandaise est passé de 91 % du PIB en 2010 à 121 % en 2013. La dette des ménages irlandais atteint 200 % PIB alors que la valeur des biens pour

### Champagne pour l'Irlande ?

Le 15 Décembre 2013, l'Irlande est devenue le premier pays à sortir d'un programme de « sauvetage » de la Troïka. Alors que les élites politiques européennes saluent le « succès » irlandais, Attac publie une étude qui montre, chiffres officiels à l'appui, l'escroquerie de cette « success story ».

Alors que l'Irlande a reçu 67,5 milliards € de prêts pour son renflouement depuis la fin 2010, le pays a transféré un montant total de 89,5 milliards € à son secteur financier au cours de la même période, dont 55,8 milliards pour les banques créancières, toutes étrangères. Pendant ce temps, la situation économique et sociale des Irlandais s'est considérablement dégradée. Comme le souligne Dominique Plihon, porte-parole d'Attac France : « la population irlandaise s'est lourdement endettée pour sauver le secteur bancaire européen. »

Pour en savoir plus : [france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports-37](http://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports-37)

lesquels cette dette a été contractée a diminué de moitié depuis le déclenchement de la crise.

Face à cette politique absurde, qui aggrave la crise qu'elle prétend résoudre, les résistances s'organisent. Aux grèves et manifestations classiques s'ajoutent des formes d'auto-organisation en marge d'un Etat défaillant : cliniques solidaires en Grèce (voir PIAF n° 66) ; blocages d'expulsions en Espagne. Reste à vaincre la résignation de la majorité, pour qu'enfin un jour les banquiers payent leur crise.

Folubert Sansonnet

## L'idée qui vaut 360 milliards (suite de la page 4)

hausse de la TVA du 1er janvier va frapper les plus faibles pour mieux financer des cadeaux fiscaux qui vont bénéficier en grande partie aux plus grosses entreprises, et ce sans contrepartie ! Les riches et les grandes entreprises doivent contribuer à hauteur de leurs moyens à l'effort fiscal, c'est une affaire de justice sociale. Mais aussi une nécessité économique en ces

temps d'austérité. Au lieu de persévérer dans l'erreur en imposant des mesures d'austérité qui détruisent l'économie, il suffirait de prendre l'argent là où il se trouve !

G.K.W. VanDenParaboum



## Publicité : l'oppression d'un faux bonheur

On dit que la publicité nous informe. C'est faux. Au sens propre, le mot « publicité » a bien ce sens : faire connaître ce qui est d'intérêt public. Mais en réalité, l'énorme volume occupé par la publicité dans les médias a quelque chose de stupéfiant par rapport au peu d'informations objectives qu'on en tire sur les produits. C'est que la publicité ne cherche pas à informer mais à vendre. Elle n'est pas là pour éclairer le public, mais pour le manipuler, pour lui « inventer des envies », de faux « besoins » qu'il doit prendre peu à peu pour ses propres désirs...



moulin à  
petits Blancs



moulin à  
petits Noirs

On dit la publicité synonyme de liberté. C'est faux. Elle s'impose partout par la force de l'argent sur les murs, à la télévision, dans les journaux et dans nos boîtes aux lettres. Elle pénètre par effraction dans nos cerveaux en coupant les films ou par des intrusions jaillissantes sur internet. Elle étend son empire sur la presse et les médias, qui en dépendent pour survivre. Au cours d'un de vos trajets quotidiens, essayez de compter le nombre de messages publicitaires que votre cerveau reçoit malgré lui. Et parmi tant de messages, jugez la part provenant des grandes firmes : les campagnes en faveur des mauvais films à gros budgets font ignorer jusqu'à l'existence des bons films aux moyens modestes.

On dit que la publicité favorise le bonheur, en nous offrant une existence heureuse grâce à mille et un produits qui « facilitent la vie ». C'est archi-faux. Comment être heureux face à cette course sans fin aux produits nouveaux ? En vérité, ce que stimule la publicité, c'est la surconsommation de ceux qui ont déjà les moyens de consommer, au détriment des défavorisés qui peinent à satisfaire leurs besoins élémentaires. Quel peut être l'effet de la pub, par exemple, sur les cinq millions de Français qui vivent au-dessous des minima sociaux ? La publicité accroît le sentiment d'exclusion des pauvres. Censée apporter la joie de vivre, elle ne fait qu'attiser la frustration.

Quant au mode d'existence prôné par la « pub », il est lui-même fondamentalement décevant. Faire croire que le sens de la vie est de consommer, que le rêve peut s'acheter, qu'il suffit de « s'éclater » avec des produits comme on « s'envoie en l'air » avec des drogues, c'est répandre une grande illusion dont beaucoup sentent le mensonge. Ils savent bien « quelque part » que ces images sont des mirages, qu'il n'y a pas de vraie joie sans participation de l'intériorité, ni de vraie convivialité sans générosité. Mais le système fonctionne à plein pour les dissuader de prendre du recul. Il pousse au gaspillage de produits, il se moque de leur utilité économique-sociale (à quoi sert la concurrence entre les diverses marques d'essence ?). Les adolescents en particulier restent esclaves des modèles publicitaires qu'ils ont intériorisés dès leur enfance, et qui les empêchent d'élaborer, au fond d'eux-mêmes, un idéal personnel de vie authentique.

### François Brune

François Brune a publié *Le Bonheur conforme*, essai sur la normalisation publicitaire (Gallimard, 1985 ; réédité en 2012 aux Éditions de Beaugies (<http://editionsdebeaugies.org/>)). Il est membre-fondateur du mouvement Résistance à l'Agression Publicitaire (antipub.org)



# Votre euroscope 2014



## Balance

Vous hésitez entre la gauche et la droite. Choisir entre les deux est si difficile que vous voudriez être à la fois de droite et de gauche. Suivez la voie tracée par François Bayrou. À force de balancer entre les deux, il s'est retrouvé tout seul au milieu... de nulle part. Mais ça tout le monde s'en balance !



## Cancer

Comme l'animal, vous avancez de manière oblique. Comme le tropique, vous soufflez le chaud et le froid. Comme la maladie, vous faites vraiment très peur, surtout quand on ne vous voit pas venir. Un seul vote possible : Marine Le Pen !



## Poisson

Quand vous irez faire votre marché pour les européennes, arrêtez-vous au stand de la poissonnière, celui de Nadine Morano. Elle vend pas les produits les plus frais, mais c'est elle qu'on entend gueuler le plus fort. Comme vous, elle n'a pas peur de se mouiller !



## Gémeaux

Vous avez tendance à vous dédoubler et à vous battre avec votre double. Difficile dans ces conditions de trouver l'équilibre. Suivez l'exemple de Mélenchon et de Laurent, les frères ennemis du Front de Gauche. À force de se marcher sur les pieds, ils vont bien finir par se mettre d'accord pour avancer au même pas.



## Des échecs en rafale

Le Rafale, censé pourtant être l'un des meilleurs avions de combat au monde, est invendable. Régulièrement on apprend que Dassault, son constructeur, est passé à côté du contrat du siècle. La dernière fois c'était le 18 décembre 2013, le jour choisi par la présidente du Brésil, Dilma Rousseff, pour annoncer officiellement que son pays renonçait à acquérir des Rafales. Et c'était 4 jours après une visite d'Etat de notre président et premier VRP de la France. Autant dire qu'elle n'y a pas mis de pincettes. On devrait pourtant y être habitué : cet échec n'est après tout que le huitième d'affilée pour Dassault en dix ans. Outre le Brésil, les Pays-Bas, la Pologne, la Suisse, la Corée, l'Arabie Saoudite, le Maroc et Singapour ont préféré ne pas acheter le Rafale.

Qu'est-ce qui peut expliquer cette malédiction ? Pour certains, ce serait un problème de qualité. Pourtant d'après les spécialistes, les performances de cet avion sont excellentes. Pour d'autres, ce serait plutôt un problème de stratégie commerciale. L'Etat et Dassault ne seraient pas des bons « placeurs » et le « produit » ne serait pas bien « marketé ». En réalité, le choix d'un appareil obéit surtout à des critères politiques et, en premier lieu, aux relations que le pays client entretient avec le gendarme du monde, les Etats-Unis.

Pour des pays qui souhaitent garder une certaine indépendance vis-à-vis des USA, acheter français n'est pas nécessairement un choix avisé. Car on sait qu'en fin de compte la France, à de très rares exceptions près, s'alignera vraisemblablement sur les Etats-Unis en cas de conflit. Dans ce cas, si les Rafales d'un Etat trop indépendant dérangent, la France risque de communiquer aux Etats-Unis des informations non-publiques sur les points de vulnérabilité du Rafale. Pour ces Etats, la tech-

nologie russe ou chinoise apporte plus de garanties politiques.

Pour les pays alignés sur les Etats-Unis, qui comptent sur la protection de la seule vraie super-puissance mondiale, il vaut mieux, d'un point de vue diplomatique, acheter des avions



directement à son protecteur. C'est ainsi qu'on peut expliquer les revirements de la Corée, de Singapour ou de l'Arabie Saoudite, qui en cas de guerre, comptent plus sur une intervention américaine que sur leurs propres ressources pour survivre. Un raisonnement similaire a été fait par la Pologne et les Pays-Bas. Si ces pays ne risquent pas dans l'immédiat de se voir attaqués par leurs voisins, toute leur politique de défense repose sur leur intégration à l'OTAN. Pour eux, acheter américain, c'est réaffirmer leur atlantisme.

Reste un dernier cas : des pays qui, sans être fortement inféodés aux USA, n'en sont pas pour autant des ennemis potentiels. Mais sur ce segment du marché, le Rafale a quelques concurrents : l'Eurofighter, de conception britannique et allemande, et, surtout, le Gripen suédois. C'est un appareil moins efficace que le Rafale mais aussi nettement moins cher. C'est celui qui a été choisi par le Brésil et la Suisse : en période de crise, la modernisation d'une armée qui n'est pas destinée à servir ne doit pas coûter un milliard de trop.

Suite page 9





## Faites ce que je dis, pas...

L'État et les collectivités territoriales, même lorsqu'elles sont de « gauche » ont une vision très particulière de la gestion des ressources humaines, en particulier lorsqu'il s'agit des agents du « bas de l'échelle ». Les départements ont, depuis la décentralisation, la charge des collèges (près de 120 pour le seul 93) ; depuis 2005, l'État s'est débarrassé de ses agents d'entretien sur les départements afin de faire des économies. Le département de la Seine-Saint-Denis, qui connaît l'un des taux de chômage les plus élevés de France et qui est dirigé par nos chers amis les socialistes (Claude Bartolone, aujourd'hui président de l'Assemblée Nationale, en était le président), ne fait pas exception.

établissements comme au personnel restant est de compenser les manques par la réorganisation des services des « survivants ». Il n'est ainsi pas rare que l'on demande à dix agents de faire le travail de treize ou quatorze pendant deux ou trois mois d'affilée sans qu'aucun remplacement ne puisse être mis en œuvre. Ces derniers, qui ne sont souvent pas de première jeunesse (voir encadré), n'en peuvent plus de courir entre les salles, les couloirs, la cantine, ce qui augmente le taux d'arrêts maladie de courte durée... un parfait cercle vicieux qui laisse les établissements dans un état de crasse préoccupant et le personnel au bord de l'implosion.

Jmj

Si l'on prend l'exemple des agents d'entretien des collèges dans un secteur banal (le « bassin 1 »), on compte 6 agents remplaçants (reels!) pour environ 300 agents en poste soit 2%, ce qui est des plus insuffisants, surtout lorsque l'on tient compte du passif laissé par l'État (voir encadré). Entre les congés de maternité et de longue maladie, le déficit est permanent et la seule solution offerte aux

### Retour sur la départementalisation

Lorsque la départementalisation des agents a été décidée, l'État s'est montré d'une parfaite duplicité. En premier lieu, les compensations financières n'ont que rarement été à la hauteur. En second lieu, pour diminuer artificiellement la facture, l'État n'a plus embauché d'agents pendant des années avant la passation... il a donc confié aux départements une situation de pénurie chronique de main d'œuvre et un personnel dont la moyenne d'âge était anormalement élevée... Ce qui est particulièrement problématique dans des métiers très physiques. En troisième lieu, il faut savoir qu'il n'existait aucune médecine du travail réelle du temps de l'État et, lorsque les départements ont mis en place la médecine préventive, ils se sont aperçus qu'une partie des agents était des plus « abîmés » par le travail et nécessitaient de sérieux aménagements de leurs fonctions (temps partiels, interdiction de porter des poids...).

1 - Parmi les dix remplaçants officiels de ce secteur, quatre sont en fait des agents en reconversion c'est-à-dire des agents pour lesquels la médecine du travail a imposé d'importantes limitations.

## Des échecs en rafale (suite de la page 8)

Mais ne pleurons pas sur Dassault. En tant que seul constructeur français, il dispose d'un contrat exclusif avec l'armée française qui doit lui permettre de survivre en attendant qu'un autre pays se décide à acheter le Rafale. Le développement du Rafale a coûté depuis ses débuts plus de 40 milliards d'euros, entièrement financés par l'État. En tant que contribuables, nous avons donc intérêt à ce que le magnifique contrat de 12 milliards

d'euros qui pourrait être conclu avec l'Inde se concrétise, afin que l'addition soit un peu moins salée. En tant qu'humanistes et pacifistes, nous ne pouvons que nous désoler ou rire de cette situation parfaitement absurde.

Alex



## Revendez vos cadeaux

Depuis quelques années ce sujet tend à devenir un marronnier de la presse à l'approche des fêtes et après.

Est-ce bien ? Est-ce mal ? Que faut-il en penser ?...

A vrai dire je m'en tamponne un petit peu, mais l'idée pourrait être adaptée avec bonheur à bien d'autres domaines que celui des cadeaux de Noël.



Plutôt que de revendre la pelle à glace en simili vermeil offerte par votre grand-mère, pourquoi ne pas revendre l'homme politique que vous avez élu et qui vous a déçu ? Le patron qui gère mal votre entreprise ?

Il faudrait lancer cela sur le net. Je suis certain que les résultats seraient rigolos et significatifs.

Jmj

©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons. Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes :

# Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation).  
<http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>

Maquette réalisée sous logiciel libre Scribus  
Dessins bidouillés sous logiciel libre Gimp

ISSN : 1957-0031

Association loi 1901 « Le Piaf »

2&4 boulevard Ornano

75018 Paris - France

[contact@le-piaf.org](mailto:contact@le-piaf.org)

[www.le-piaf.org](http://www.le-piaf.org)

Directeur de la publication

du numéro 69 : Magali Vuillaume

Comité de rédaction : Alex D., Benj,

Bo.F., Cathy Ré, Cecile V., Cluc,

Gaël Mahé, JMJ, Katerina Bauhaus,

Laurence, M. Solal, Magali, Oliver

Carmine, Patrick, PB, Pierre Fouilhoux,

Robert Moiseau.



## Prix Pinochio 2013

Le prix Pinocchio est décerné chaque année par les Amis de la Terre pour dénoncer l'hypocrisie des grands groupes en matière de « Responsabilité Sociale et Environnementale » (responsabilité dont ils se targuent volontiers).

Cette année, **Veolia** a reçu le Prix Pinocchio dans la catégorie « **Une pour tous, tout pour moi** » pour son implication dans des projets de privatisation de l'eau en Inde, en particulier à Nagpur. Alors que la multinationale se présente en héros apportant l'eau aux pauvres, sur le terrain, les échos sont bien différents : augmentation des tarifs, opacité des contrats de partenariat public-privé, retard des travaux, conflits avec les villageois et les élus locaux. Si Veolia semble réussir à retirer des profits de ces projets, l'eau, quand elle arrive jusqu'aux populations, est toujours livrée en camion-citerne...

Dans la catégorie « **Plus vert que vert** » **Areva** remporte haut la main le Prix Pinocchio. Il faut dire que la multinationale du nucléaire avait osé l'inimaginable : ouvrir « **Urêka** », un musée à la gloire des mines d'uranium, et ce, sur le site d'anciennes mines du Limousin qui ont laissé un lourd passif environnemental et sanitaire. « *Entrez dans l'aventure de l'uranium* », propose ainsi Areva, sans aucun complexe vis à vis des graves impacts sociaux et environnementaux que continuent d'avoir ses mines d'extraction d'uranium dans le monde entier, notamment au Niger et peut-être bientôt sur le territoire des Inuits.

Enfin, le Prix Pinocchio de la catégorie « **Mains sales, poches pleines** » a été décerné à **Auchan**. Le numéro 2 de la grande distribution en France refuse de reconnaître sa responsabilité et de participer à l'indemnisation des victimes de l'effondrement des usines textiles du Rana Plaza au Bangladesh, alors que des étiquettes de ses vêtements ont été retrouvées dans les décombres de cet accident qui a fait 1 133



morts et encore plus de blessés, essentiellement des femmes. Auchan a admis qu'une partie de sa production y avait été sous-traitée de manière informelle et s'en est dit victime. Or les entreprises donneuses d'ordre, comme Auchan, imposent à leurs fournisseurs des conditions intenable qui favorisent le phénomène de sous-traitance informelle.

Magali

Source : [www.prix-pinocchio.org](http://www.prix-pinocchio.org)



PIAF N°69 - Janvier-Février 2014



Et si l'Etat réduisait (encore) son train de vie ?

[ Agenda ]

**Pouvoir d'agir dans les quartiers populaires.** Débat avec Marie-Hélène Bacqué Mercredi 5 février 2014 à 19h Bar-restaurant « Le lieu dit » 6 rue Sorbier Paris.

**Projection débat : Le scandale de l'évasion fiscale - Le hold-up du siècle.** Jeudi 6 février 2014 à 20h avec Attac 92. Maison des associations 105 avenue Aristide Briand. Montrouge.

**Soirée d'ouverture de la Semaine anticoloniale.** Vendredi 7 février 2014 à 18h30 Espace Niemeyer, 6 avenue Mathurin Moreau / 2 place Colonel Fabien Paris. www.anticolonial.net

**Non à la hausse de la TVA !** Journée de mobilisation et de manifestations dans toute la France. Signez la pétition en ligne sur www.stop-tva.fr

**La Société Coopérative et Participative (SCOP).** Avec les Amis du Monde diplomatique 78. Samedi 8 février 2014 à 17h. Mairie de Versailles Salle Saint-Exupery, 4 avenue de Paris, Versailles.

**Week-end décroissant en Ile de France.** 7-8-9 février. Local des Alternatifs. prendre l'escalier en colimaçon dans la cour 40, rue de Malte, Paris

**Manifestation. L'antifascisme, c'est l'affaire de toutes et tous.** Dimanche 9 février 2014 à 14h. Place Jules Joffrin, Paris

**Nouvelles de la lutte à Notre-Dame des Landes.** Mercredi 12 février 2014 à 20h. Café associatif "La Commune" 3 rue d'Aligre, Paris

**Rassemblement : Assurance chômage UNEDIC 2014-2017** Ni régression, ni statu quo, mais des droits nouveaux ! . Jeudi 13 février 2014 à 13h Devant le MEDEF 55 avenue Bosquet, Paris.

**La compétitivité, une fin en soi ?** Mardi 25 février 2014 à 19h30. Atelier d'Attac 12e à la Maison des Associations du 12e 181 avenue Daumesnil, Paris

**Ecouter l'émission Modes d'Emploi** (modes-d-emploi.net) sur FPP 106.3 et rfpp.net tous les vendredis à 20h30

demosphere.eu rezo.net/agenda

[ Bulletin d'Abonnement ]

Le PIAF est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès, pour le lire et le partager.



Vous pouvez l'imprimer à partir du site www.le-piaf.org

Si vous souhaitez devenir diffuseur du PIAF, nous vous proposons aussi de vous en envoyer un grand nombre à prix coûtant.

Nous cherchons aussi des lieux de dépôt pour indiquer à nos lecteurs où trouver des PIAF.



Les chèques sont à adresser à l'ordre de:  
Le PIAF  
Le PIAF - 2&4 bvd Ornano  
75018 Paris - France

JE SOUHAITE :

1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 €

RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'1 NUMÉRO

30 EX = 4,60 €  100 EX = 9 €

PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT

ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PIAF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS)

FAIRE UN DON

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

.....

EMAIL .....